

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 31/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



HOLCIM HAUT RHIN (carrière)

1 Route de Thann
68130 Altkirch

Références : 0006700195_2023_05_16_Holcim_ViSuiviéchéances
Code AIOT : 0006700195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT RHIN (carrière) implanté STEINGRUBE 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des mises en demeure du 31 décembre 2020 et du 08 septembre 2022 et de demandes formulées lors du contrôle du 17 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
- STEINGRUBE 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOLCIM Haut-Rhin exploite une carrière de calcaire et de marnes à Altkirch. Les calcaires sont abattus à l'explosif, alors que les marnes sont extraites à la pelle. Les matériaux extraits sont destinés à la cimenterie, qui est alimentée par bandes transporteuses.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens incendie ;
- confinement des eaux d'extinction d'un incendie ;
- mesures de vibration ;
- bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens incendie	AP de Mise en Demeure du 08/09/2022, article 2	/	Sans objet
3	Vanne d'isolement - Mise en demeure du 31 décembre 2020	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 2	/	Sans objet
4	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.6	/	Sans objet
5	Mesures de vibration	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a mis en oeuvre des actions pour se conformer aux dispositions des mises en demeure du 31 décembre 2020 et du 08 septembre 2022.

Toutefois, des éléments complémentaires sont attendus afin que soit justifiée la pérennité de l'étanchéité de la rétention mise en place.

En outre, concernant les moyens incendie, des éléments complémentaires sont à présenter pour justifier de la suffisance des moyens présents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'une réserve d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 8.3.1. de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé : « [...] » L'exploitant met en oeuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers annexée à la demande d'autorisation ; a minima la défense extérieure contre un incendie doit répondre aux

<p>conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> un débit minimum de 60 m³/h ; ce débit est nécessaire pendant 2 heures consécutives ; il est mis en œuvre par des moyens tels que : <ol style="list-style-type: none"> soit des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; soit des réserves d'eau disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>[...]</p> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Les moyens de mise en œuvre sont situés à proximité des installations, bâtiments ou stockages présentant un risque d'incendie ; notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> le point d'eau incendie le plus proche de l'installation doit se situer à moins de 100 mètres de cette dernière, les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours), <p>[...]</p> <p>Constats : L'étang nord devait initialement servir de réserve incendie. Toutefois, compte tenu de la hauteur d'aspiration, du niveau d'eau susceptible d'être bas en période de sécheresse et de la distance importante par rapport aux installations à risque, ces moyens ont été jugés inadaptés.</p> <p>L'exploitant a justifié de la commande d'une citerne souple d'une capacité de 120 m³. Au cours du contrôle, le matériel était présent sur le site, mais l'installation n'avait pas été réalisée.</p> <p>Par courriel du 03 juin 2023, l'exploitant a transmis des photos illustrant le démarrage des travaux. Par courriel du 12 juillet 2023, l'exploitant a transmis des photos justifiant de la mise en place de la citerne, ainsi qu'un compte rendu des Services d'Incendie et de Secours (SIS) déclarant la citerne opérationnelle à la suite de leur visite du 11 juillet 2023. L'exploitant a remédié à la non-conformité.</p> <p>Observations : Par lettre du 16 septembre 2022, l'exploitant a transmis un courriel du 08 avril 2021 du SIS relatifs aux besoins en eau. Dans ce courriel, le SIS indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> pour la partie stockage d'hydrocarbures, compte tenu des caractéristiques de la rétention et du taux d'application pour l'extinction, le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie prévoit un minimum de 30 m³/h ; pour la partie entreposage de véhicules, compte tenu de la surface de stationnement et de la surface de stockage d'huile et de graisse, en application de la règle D9, les moyens sont évalués à 90 m³/h ; au total, considérant que la citerne est accolée au bâtiment (d'où un risque de propagation à celui-ci en cas d'incendie), un débit de 120 m³/h pour couvrir les deux risques. Ce débit devant être disponible pendant deux heures. <p>La rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie mise en place autour du bâtiment a été dimensionnée sur cette base. Cette évaluation conduit à un besoin en eaux d'extinction sur deux heures de 240 m³ qui correspond au double de la réserve mise en place.</p> <p>L'Inspection a relevé que l'étude de dangers ne considère pas le scénario de l'incendie de l'atelier combiné à un incendie du stockage d'hydrocarbures. Il convient que l'exploitant justifie, dans un délai de deux mois, la suffisance des moyens mis en œuvre au regard de l'observation formulée ci-dessus et, le cas échéant, qu'il présente les éventuelles mesures nécessaires, ainsi que l'échéancier de travaux associé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1</p> <p>Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :</p> <p>« Pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'aire imperméabilisée devant l'atelier (article 8-1-1-XI du présent arrêté), cet ouvrage doit être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation,...), [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce dispositif d'isolement doit pouvoir être mis en œuvre rapidement par l'exploitant en cas d'incendie ou accident, • une consigne de mise en œuvre doit être établie par l'exploitant et faire l'objet d'une information régulière des salariés, • [...]
<p>Constats : Le contrôle du 17 juin 2022 a donné lieu à plusieurs observations relatives à l'aménagement d'une rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il a été constaté des discontinuités au niveau du rebord en béton de la zone imperméabilisée ; • il a été demandé de préciser les modalités de détermination du volume d'eau d'extinction incendie à confiner en cas d'incendie. <p>L'exploitant a justifié par lettre du 16 septembre 2022 de la pose de joints maçonnés au niveau des bordures de la zone de confinement.</p> <p>Concernant le confinement des eaux d'extinction, l'exploitant a précisé par lettre du 16 septembre 2022 que le volume nécessaire a été évalué à 268 m³ sur la base du document D9A (cf courriel du SDIS du 08 avril 2021). L'exploitant a également justifié que le volume disponible est de 473 m³ sur la base d'une modélisation réalisée par un géomètre.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence de discontinuités au niveau des dalles constituant la rétention (cf photo en annexe).</p> <p>Par courriel du 23 juin 2023, l'exploitant a précisé que des traits de coupe ont été réalisés à la disquette sur le tiers supérieur de l'épaisseur de la dalle, pour la dilatation.</p> <p>A cet égard, l'Inspection émet des doutes sur les éléments présentés par l'exploitant.</p> <p>En effet, les dispositions mises en œuvre semblent correspondre à des joints de fractionnement, dont l'objectif est de maîtriser la fissuration de la dalle et de répartir à intervalles réguliers des amorces de fissuration afin d'éviter une propagation anarchique. Ainsi, si elle se produit, la fissure du béton sera localisée dans le fond du trait de scie.</p> <p>Ces dispositions ne permettent pas de garantir l'étanchéité de la dalle de manière pérenne. En outre, compte tenu de la profondeur du trait de scie et de leur comblement par des dépôts de terre, il ne sera pas possible de vérifier le maintien de l'étanchéité dans la durée.</p> <p>Observations : Compte tenu des éléments précisés ci-dessus, il convient que l'exploitant présente, dans un délai d'un mois, une attestation de l'entreprise ayant réalisé les travaux, confirmant que l'étanchéité de la dalle est assurée de manière pérenne et que les aménagements réalisés ne présentent aucun risque de fissuration dans le temps au niveau des traits de scie.</p> <p>Dans le cas contraire, les traits de scie devront être comblés avec un matériau adapté, afin de garantir le maintien de l'étanchéité de la dalle dans le même délai.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vanne d'isolement - Mise en demeure du 31 décembre 2020

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement - Mise en demeure du 31 décembre 2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : vanne d'isolement pour le décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1</p> <p>Au plus tard le 30 juin 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :</p> <p>« Pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'aire imperméabilisée devant l'atelier (article 8-1-1-XI du présent arrêté), cet ouvrage doit être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation,...), [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce dispositif d'isolement doit pouvoir être mis en œuvre rapidement par l'exploitant en cas d'incendie ou accident, • une consigne de mise en œuvre doit être établie par l'exploitant et faire l'objet d'une information régulière des salariés, • [...]
<p>Constats : La mise en place de la vanne de confinement a été constatée au cours du contrôle du 17 juin 2022 (cf rapport du 12 juillet 2022). Il a toutefois été demandé de mettre en place une consigne relative à la mise en oeuvre de ce dispositif à la suite de ce contrôle.</p> <p>Par lettre du 16 septembre 2022, il a été indiqué que la consigne de mise en œuvre du dispositif de confinement a été intégrée dans le POI de l'usine, dans la fiche réflexe liée à la carrière. Elle a également été incorporée en annexe du protocole de sécurité réalisé avec le prestataire de livraison de gazole non routier.</p> <p>L'exploitant a remédié à la non-conformité objet de la mise en demeure du 31 décembre 2020.</p>
<p>Observations : Il a été constaté au cours du contrôle, que la consigne n'est pas disponible au format papier sur la carrière. Or, des difficultés d'accès au réseau informatique ont été rencontrées au cours du contrôle.</p> <p>Il convient que la fiche réflexe soit rendue disponible au niveau des locaux de la carrière afin qu'elle soit accessible en cas de besoin. L'exploitant justifiera de l'affichage de cette consigne , ainsi que de l'information du personnel, dans un délai de quinze jours.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Par ailleurs il sera procédé dans un délai de 1 an à une mesure de bruit au niveau des habitations du quartier ouest de la commune de Walheim (état initial et état ambiant):</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce point de mesure fera l'objet d'une concertation préalable avec la commune de Walheim, • la proposition du point de mesure sera portée à la connaissance du préfet, • le rapport de mesure sera également transmis à la commune de Walheim.
<p>Constats : Lors du contrôle du 17 juin 2022, les mesures n'avaient pas été réalisées.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport R-001881-221201_HAB-01 relatif aux mesures réalisées le</p>

29 novembre 2022. Les résultats des mesures ne mettent pas en évidence d'émergence supérieure à la limite réglementaire
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Par ailleurs il sera procédé dans un délai de 1 an à une mesure de vibrations au niveau de : - les habitations du quartier Ouest de la commune de Walheim (état initial et état ambiant) : <ul style="list-style-type: none"> • ce point de mesure fera l'objet d'une concertation préalable avec la commune de Walheim, • la proposition du point de mesure sera portée à la connaissance du préfet, • le rapport de mesure sera également transmis à la commune de Walheim, - au 11 rue du Char St-Quentin, à Altkirch.
Constats : Lors du contrôle du 17 juin 2022, il a été constaté que les mesures de vibration n'avaient pas été réalisées au niveau des points précités. L'exploitant a présenté le rapport R001881-221202_VIB-03 relatif aux mesures de vibrations réalisées le 23 novembre 2022 à Walheim et le rapport R-0028889-221207-07 relatif aux mesures réalisées le 02 décembre 2022 rue du Char Saint-Quentin à Altkirch. Les mesures n'ont pas mis en évidence de dépassement des seuils réglementaires.
Observations : La quantité d'explosifs mise en oeuvre lors du tir dont l'enregistrement a été réalisé rue du Char Saint Quentin à Altkirch était limitée. Elle est toutefois représentative des charges mises en oeuvre pour les tirs réalisés sur le front est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE

I. Rétention autour de l'atelier

